

## Évolutions monétaires à La Réunion au 31 décembre 2017

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires. Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

À l'issue de la réunion du 8 mars 2018, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs, au rythme mensuel actuel de 30 milliards d'euros, devraient être réalisés jusque fin septembre 2018 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif. », à savoir « de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme ».

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, – données arrêtées à la date du 28 février 2018

### DYNAMISME DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE EN 2017

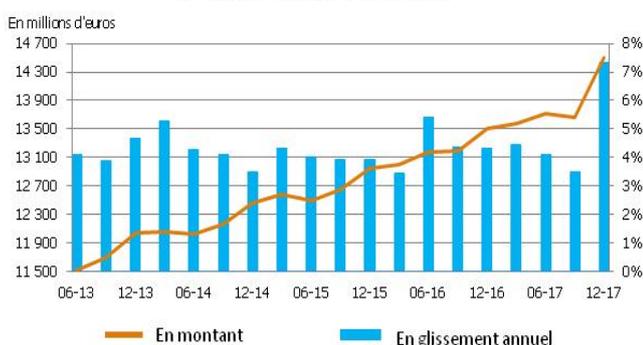
En 2017, les encours sains de crédits à l'économie réunionnaise dépassent les 21 milliards d'euros, et affichent la plus forte progression depuis la crise : +6,8 % sur un an contre +2,8 % en moyenne sur la période 2009-2016. Cette hausse représente +1 345 millions d'euros sur l'année, le double de l'année précédente. Contrairement aux années antérieures, les prêteurs institutionnels ne tirent pas particulièrement à la hausse cette évolution, même s'ils y contribuent.

Les placements des agents économiques affichent également les plus fortes progressions d'encours depuis la crise et dépassent les 14 milliards d'euros d'encours. Avec l'intégration des actifs financiers d'un établissement qui, jusque là, déclarait en métropole des encours réunionnais, l'encours total s'établit en fin d'année à 14,5 milliards d'euros.

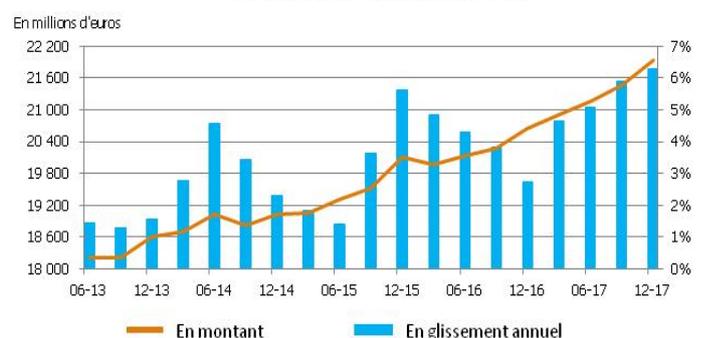
La croissance des financements est tirée par les crédits consentis aux ménages (+8,4 % sur l'année, soit +670 millions d'euros), avec un dynamisme notable des crédits à la consommation. Simultanément, la croissance des encours de crédits aux entreprises affiche une progression soutenue de 4,1 %, tirée par les crédits d'investissement (+8,5 %).

Concernant les actifs financiers, l'appétence des agents économiques pour une plus grande liquidité de leurs avoirs reste marquée, dans un contexte de taux de rémunération particulièrement bas, voire négatifs. Toutefois, la recherche de rendement se manifeste, avec certains placements qui tirent leur épingle du jeu tels que les assurances-vie (+7,0 %) et les autres comptes d'épargne à long terme (25,9 %).

Évolution des actifs financiers



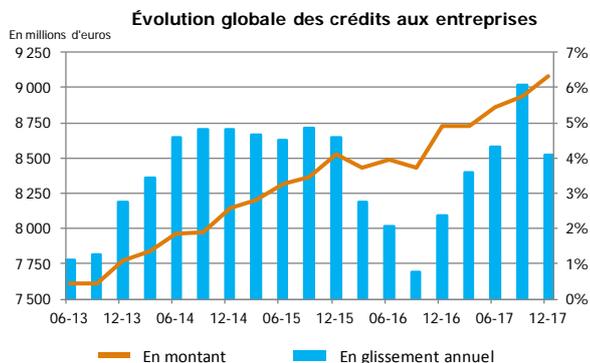
Évolution des concours bancaires



# CROISSANCE SOUTENUE DES ENCOURS DE CRÉDITS

## Une forte croissance du financement de l'investissement des entreprises

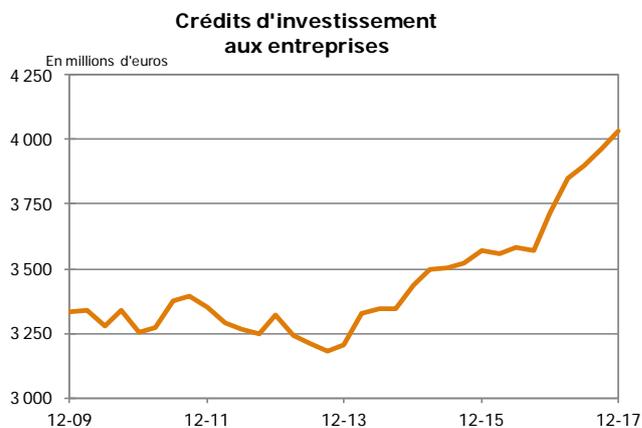
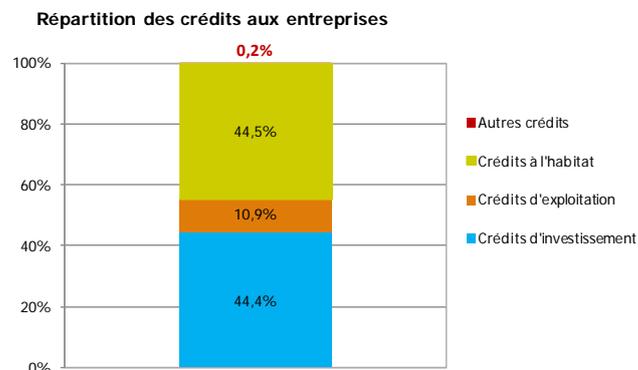
Les crédits aux sociétés non financières (SNF) progressent de 4,1 % en 2017 (+357 millions d'euros), soit une nette accélération par rapport à l'année précédente (+2,4 %) et à la tendance observée depuis 2010 (+2,0 % en moyenne de 2010 à 2016).



Cette croissance est tirée par **les crédits d'investissement**, en hausse de 8,5 % (+314,5 millions d'euros), contre +2,5 % en moyenne de 2013 à 2016 et +1,3 % depuis 2010. La hausse concerne plus particulièrement les crédits à l'équipement (+9,0 % sur l'année 2017), et dans une moindre mesure les financements sous forme de crédit-bail (+5,3 % en 2017, après +6,7 % en 2016).

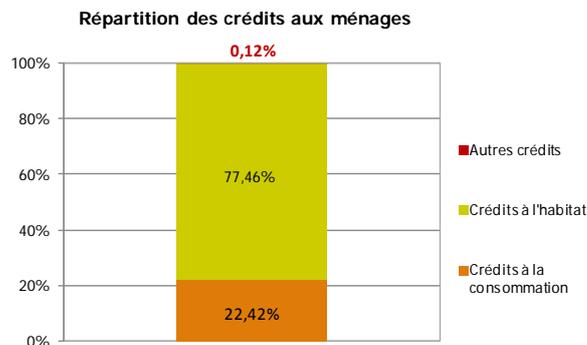
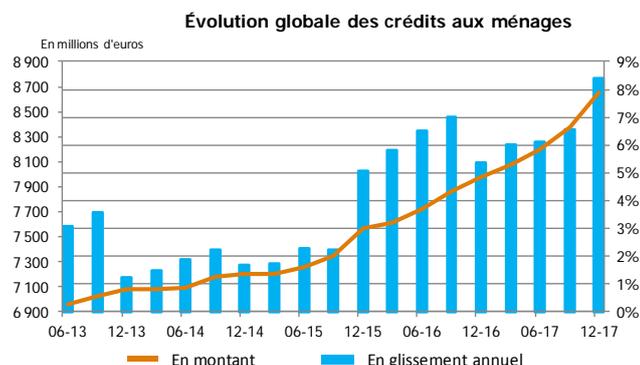
La croissance des **crédits immobiliers** aux entreprises, qui concernent majoritairement des financements consentis par des prêteurs institutionnels en faveur du logement social, atteint +3,2 % en 2017, (+125,5 millions d'euros) après +3,0 % en 2016. Elle reste bien en dessous des rythmes du début de la décennie (croissance des encours de plus de 7,6 % en moyenne de 2012 à 2013), en lien avec la modération des investissements des bailleurs sociaux depuis le pic de 2013.

Les encours de **crédits d'exploitation** aux SNF affichent une contraction marquée en 2017, pour la seconde année consécutive : -8,2 % (-88,8 millions d'euros), après -3,40 % en 2016. Cette évolution va de concert avec la hausse sensible des dépôts à vue des SNF et traduit vraisemblablement une amélioration de leur situation en termes de trésorerie. La plupart des modes de financement de l'exploitation des entreprises recule, tout particulièrement l'escompte des créances commerciales (-13,7 %) et les comptes ordinaires débiteurs (-5,9 %). Contrairement aux années précédentes, les encours d'affacturage se contractent également (-6,0 %, au lieu de +21,0 % en 2015 et +24,1 % en 2016).



## Nouvelle accélération de la croissance des crédits aux ménages

**La croissance des concours consentis aux ménages** s'accélère sensiblement en 2017 : +8,4 % (après +5,4 % en 2016), soit +670 millions d'euros sur l'année. Ils atteignent un niveau record à plus de 8,6 milliards d'euros et affichent leur plus forte progression depuis la crise.



Les encours de **crédits à l'habitat** en faveur des ménages progressent de 7,5 % en 2017 (contre +4,0 % en moyenne sur la période 2014-2016), soit la plus forte hausse depuis la crise de 2009. Cette évolution témoigne du regain d'activité et de transactions constatées dans le secteur immobilier. Par rapport aux années précédentes, les volumes de rachats et de rééchelonnements de prêts ont considérablement ralenti et la production des banques correspond désormais majoritairement

au financement de nouvelles acquisitions immobilières. Les financements du logement aux ménages représentent toujours une forte proportion des crédits totaux octroyés aux ménages (6,7 milliards d'euros fin 2017, soit 77,5 % du total des encours aux ménages). À noter que, lorsqu'elle est réalisée par des établissements prêteurs extérieurs au département, l'activité des cabinets de courtiers spécialisés en crédit (rachats de prêts pour rééchelonnement ou octroi à de meilleures conditions) échappe au champ d'analyse.

Du côté des **crédits à la consommation**, la dynamique de croissance s'intensifie en 2017 : +11,4 %, contre +2,1 % en moyenne sur la période 2014-2016. Cette évolution se retrouve dans les dépenses soutenues des ménages, notamment les achats automobiles (l'année 2017 constitue un record) et les biens d'équipement. L'encours atteint un plus haut historique, à 1,9 milliard d'euros. Le contexte des années de crise, quand les crédits à la consommation des ménages se sont contractés vingt-six trimestres consécutifs, est donc clairement révolu.

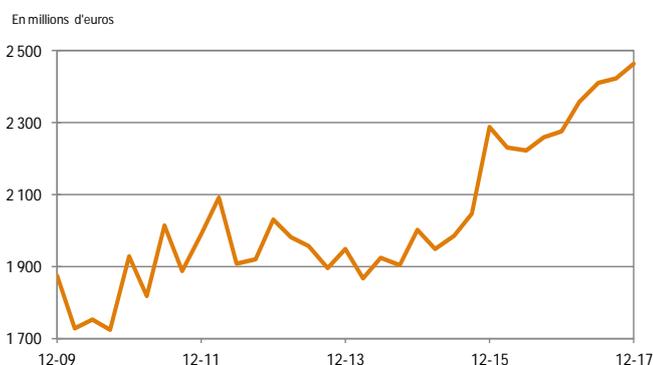
Encours des crédits à la consommation des ménages



## Des crédits aux collectivités également en hausse

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** progresse de 8,2 % au cours de l'année 2017, soit +188 millions d'euros. Cette hausse s'inscrit en rupture avec le ralentissement observé en cours d'année 2016 (-0,4 % en 2016). Les crédits à court terme s'inscrivent en forte hausse (+35,3 % soit +11,3 millions d'euros). Les crédits d'investissement progressent de 7,9 % sur l'année 2017. Depuis 2010, les crédits aux collectivités locales progressent de 3,8 % par an en moyenne. En fin d'année 2017, ils atteignent un plus haut historique à plus de 2,47 milliards d'euros consentis.

Crédits aux collectivités locales



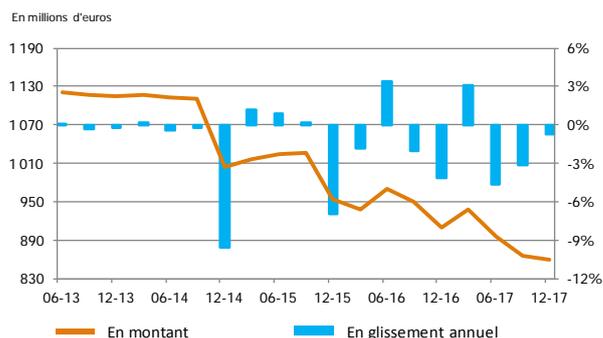
Les **crédits aux autres agents** regroupent l'ensemble des autres financements octroyés dans le département, à toutes les autres clientèles. Ces encours progressent de 17,3 % en 2017 (+131 millions d'euros). La plus grande partie de ces encours porte sur les administrations de sécurité sociale et plus particulièrement sur les groupes hospitaliers. Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM)

représentent un peu plus d'un quart des crédits aux autres agents.

## Une sinistralité en baisse

Pour la cinquième année consécutive, les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement (ECIL) se réduisent (-7,4 % en 2017, soit -58 millions d'euros). En lien avec les cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés, l'encours a baissé de 300 millions d'euros depuis fin 2012. Il s'établit à 733,3 millions d'euros pour les ECIL. Le taux de créances douteuses s'établit à 3,5 % des encours bruts totaux fin 2017, contre 6,0 % au plus haut en 2012 (y compris les encours des prêteurs institutionnels, qui ne déclarent pas de douteux). Le taux de provisionnement des créances douteuses des ECIL continue de diminuer pour s'établir à 53,6 % à la fin 2017, contre 56,4 % un an auparavant et 64 % en 2014.

Évolution des créances douteuses brutes

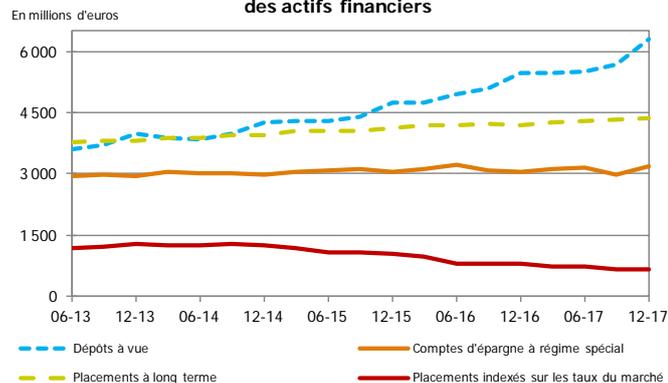


## PROGRESSION DES ACTIFS FINANCIERS ET RECHERCHE DE RENDEMENT

Les **actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais** dépassent les 14 milliards d'euros d'encours fin 2017 et s'approchent même des 14,5 milliards d'euros, en prenant en compte les actifs d'un établissement qui jusque là déclarait en métropole des encours réunionnais (encours sur dépôts à vue des SNF essentiellement). Sans cet effet, la croissance sur l'année 2017 s'établirait à 4,5 % (et à +7,3 % en incluant cet effet), soit le rythme de progression le plus soutenu depuis la crise.

Dans un contexte de taux d'intérêt faibles et de taux de marché légèrement négatifs, les agents économiques réunionnais continuent de privilégier la liquidité, mais cherchent également des placements plus rémunérateurs, sans risque. Les comptes de **dépôt à vue** progressent de nouveau rapidement : +15,7 % en 2017 (+8,1 % hors effet de l'ajout des nouvelles déclarations d'un établissement). Ils bénéficient notamment de la hausse des disponibilités détenues par les ménages (+12,5 % sur l'année), mais aussi de transferts liés à la décollecte des placements liquides et à court terme des entreprises.

### Évolution des principales composantes des actifs financiers



L'épargne à long terme s'inscrit également en hausse sensible : +4,0 % sur l'année, soit +170 millions d'euros, portée par le regain d'intérêt pour les produits d'assurance-vie (+7,0 % en 2017, soit +179 millions d'euros) et dans une moindre mesure pour les placements en actions (+8,8 %, soit +12,6 millions d'euros).

Dans un contexte de faiblesse de la rémunération, les placements liquides ou à court terme se contractent globalement, notablement pour les SNF. Au contraire, l'année 2017 marque un retour sélectif des ménages sur certains de ces placements (+3,0 %, soit +87,2 millions d'euros), essentiellement les livrets ordinaires et les livrets A. Tous les autres placements enregistrent de nouvelles décollectes. Les placements indexés sur les taux de marché continuent d'enregistrer des reculs marqués, à l'exception des certificats

de dépôts qui progressent de 36,0 % (soit +20,5 millions d'euros) en 2017.

## Nette progression des actifs financiers détenus par les ménages

Les actifs détenus par les ménages dépassent les 9,8 milliards en fin d'année 2017 et affichent un rythme de progression en nette accélération (+6,1 % contre moitié moins les 3 années précédentes), mais encore inférieur aux niveaux d'avant crise (croissance moyenne autour de 8 % dans les années 2000-2007). En lien avec la faible rémunération des produits d'épargne, la préférence des ménages pour la liquidité est toujours marquée : les dépôts à vue sont en hausse de plus de 12 % sur l'année. Toutefois, l'année 2017 marque un redressement de certains placements liquides, notamment les comptes d'épargne à régime spécial (+3,8 % contre moitié moins en moyenne sur les trois années précédentes). Cette hausse, correspondant à 108,7 millions d'euros, est concentrée sur les livrets ordinaires (+5,4 %, +53,6 millions d'euros), les livrets A (+4,1 %, +45,9 millions d'euros) et les livrets de développement durable (+4,2 %, soit +17,1 millions d'euros), tous les autres supports affichant au contraire des contractions. Au sein des placements à long terme, l'année 2017 se caractérise par un retour des ménages réunionnais sur les produits de placement en assurance-vie : +7,0 % (soit +178,9 millions d'euros), contre environ +4,0 % en moyenne de 2014 à 2016. Les plans d'épargne populaire, les OPCVM monétaires enregistrent des baisses d'encours de -9,5 % et -7,1 % respectivement.

## Accélération de la progression des actifs des entreprises

Les actifs détenus par les sociétés non financières (SNF) sont également dynamiques en 2017, notamment les dépôts à vue qui progressent de plus de 28,9 %. Outre des éléments conjoncturels et du CICE, ils profitent de transferts provenant d'une décollecte marquée des placements liquides ou à court terme (-17,6 % en 2017, -21,2 % en 2016). L'épargne à long terme est en revanche bien orientée en 2017 (+10,7 %), contrairement à 2016. Globalement, les placements des SNF progressent de 18,2 % en 2017 (+6,4 % sans les actifs de l'établissement qui jusque là déclarait en métropole des encours réunionnais), après +4,0 % en 2016 ; et atteignent les 3,7 milliards d'euros (3,3 milliards sans l'effet statistique évoqué).

## Baisse des placements des autres agents

Les placements des autres agents enregistrent une contraction de 12,8 % en 2017 (soit -142 millions d'euros), après une année 2016 particulièrement dynamique (+21,5 % en 2016, soit +197 millions d'euros). Les associations (ISBLM) concentrent presque la moitié de ces placements. Les sociétés d'assurance et les fonds de pension en représentent moins d'un tiers, et voient leur poids se réduire.

### MÉTHODOLOGIE

- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe Mayotte.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

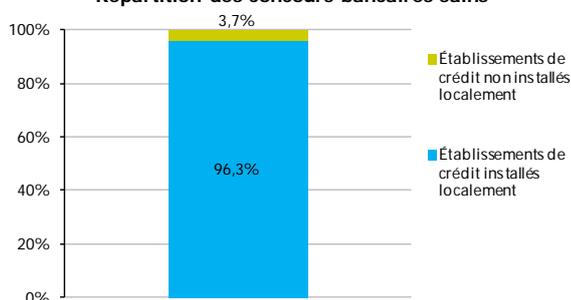
# TABLEAUX STATISTIQUES

## Les crédits à l'économie

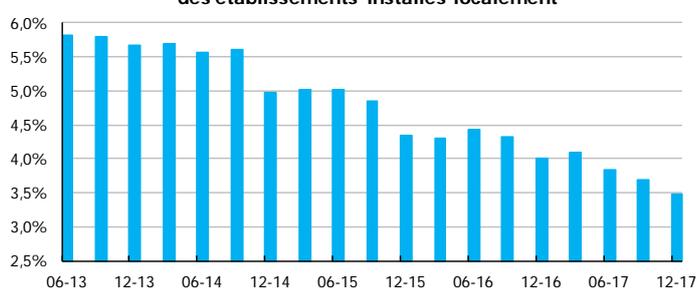
	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	dec-17	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	1 084,8	1 018,9	1 115,7	1 078,1	918,1	992,5	959,1	989,2	-0,3%	-8,2%
<i>Créances commerciales</i>	82,8	85,1	88,2	86,2	68,1	69,7	69,4	74,4	6,8%	-13,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	645,8	596,3	589,4	549,5	531,7	536,3	524,7	498,7	-7,0%	-9,2%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	113,3	102,6	107,5	107,4	105,9	104,5	101,1	100,6	-3,7%	-6,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	218,0	178,0	240,1	202,7	199,5	204,6	221,2	190,8	-6,8%	-5,9%
<i>Affacturage</i>	138,2	159,5	198,0	239,6	118,8	181,9	143,8	225,3	23,9%	-6,0%
Crédits d'investissement	3 206,2	3 438,1	3 573,1	3 717,4	3 850,6	3 897,6	3 967,1	4 031,8	3,4%	8,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	2 784,7	2 943,0	3 032,8	3 141,0	3 268,7	3 304,8	3 376,8	3 425,0	3,6%	9,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	239,7	140,7	141,1	149,7	150,0	152,2	154,7	155,2	2,0%	3,7%
<i>Crédit-bail</i>	421,5	495,1	540,3	576,4	581,9	592,8	590,3	606,9	2,4%	5,3%
Crédits à l'habitat	3 419,4	3 625,2	3 804,9	3 920,2	3 948,7	3 954,4	3 996,2	4 045,7	2,3%	3,2%
Autres crédits	63,4	66,5	29,2	10,4	14,1	14,4	17,6	16,4	14,2%	57,2%
<b>Encours sain</b>	<b>7 773,8</b>	<b>8 148,6</b>	<b>8 523,0</b>	<b>8 726,0</b>	<b>8 731,5</b>	<b>8 858,9</b>	<b>8 940,0</b>	<b>9 083,2</b>	<b>2,5%</b>	<b>4,1%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	1 580,6	1 588,5	1 620,7	1 740,9	1 761,8	1 798,3	1 849,2	1 938,5	7,8%	11,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 470,2	1 466,5	1 495,2	1 597,9	1 605,7	1 637,8	1 679,7	1 725,7	5,4%	8,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	56,3	63,5	53,2	51,5	57,6	51,5	50,4	86,6	68,1%	68,2%
<i>Crédit-bail</i>	54,2	58,5	72,3	91,5	98,5	109,1	119,1	126,2	15,8%	38,0%
Crédits à l'habitat	5 503,3	5 614,6	5 943,2	6 231,5	6 307,2	6 392,9	6 519,7	6 698,8	4,8%	7,5%
Autres crédits	2,1	2,7	8,8	5,8	6,0	7,6	7,4	10,5	37,9%	80,6%
<b>Encours sain</b>	<b>7 086,0</b>	<b>7 205,8</b>	<b>7 572,7</b>	<b>7 978,1</b>	<b>8 075,0</b>	<b>8 198,8</b>	<b>8 376,2</b>	<b>8 647,8</b>	<b>5,5%</b>	<b>8,4%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	6,9	27,4	66,7	32,1	106,4	109,6	118,6	43,5	-60,3%	35,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	6,4	24,3	66,5	30,0	103,6	106,6	117,4	39,0	-63,5%	29,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	3,1	0,2	2,1	2,8	2,9	1,3	4,5	54,1%	-ns-
Crédits d'investissement	1 942,0	1 971,7	2 218,6	2 243,6	2 251,4	2 299,7	2 303,6	2 420,8	5,3%	7,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 941,2	1 971,4	2 218,4	2 243,5	2 251,1	2 299,4	2 303,4	2 420,7	5,3%	7,9%
Autres crédits	2,4	1,2	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	-ns-	-ns-
<b>Encours sain</b>	<b>1 952,4</b>	<b>2 001,4</b>	<b>2 293,3</b>	<b>2 283,6</b>	<b>2 365,4</b>	<b>2 416,7</b>	<b>2 429,4</b>	<b>2 471,2</b>	<b>2,3%</b>	<b>8,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>679,4</b>	<b>676,6</b>	<b>761,7</b>	<b>752,7</b>	<b>791,2</b>	<b>792,6</b>	<b>846,0</b>	<b>883,3</b>	<b>11,5%</b>	<b>17,3%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>17 491,7</b>	<b>18 032,4</b>	<b>19 150,6</b>	<b>19 740,5</b>	<b>19 963,1</b>	<b>20 267,0</b>	<b>20 591,6</b>	<b>21 085,5</b>	<b>4,0%</b>	<b>6,8%</b>
<i>dont ECNIL</i>	708,8	745,5	791,1	771,9	730,3	773,5	749,0	789,9	2,1%	2,3%
Créances douteuses brutes	1 114,8	1 004,1	954,4	910,3	938,6	895,1	866,9	860,3	-3,9%	-5,5%
<i>dont ECIL</i>	1 007,3	903,9	836,1	791,9	821,3	778,3	759,9	733,3	-5,8%	-7,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	484,2	437,4	444,5	463,8	494,9	474,3	457,3	467,1	-1,5%	0,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	361,2	315,5	327,0	347,5	367,7	335,9	331,6	344,8	2,7%	-0,8%
<i>(dt) Ménages</i>	120,6	119,5	115,7	105,5	116,2	124,9	113,7	103,6	-17,1%	-1,9%
Provisions	630,6	566,7	509,9	446,5	443,6	420,8	409,6	393,2	-6,6%	-11,9%
<b>Encours brut total</b>	<b>18 606,5</b>	<b>19 036,5</b>	<b>20 105,0</b>	<b>20 650,8</b>	<b>20 901,7</b>	<b>21 162,1</b>	<b>21 458,5</b>	<b>21 945,8</b>	<b>3,7%</b>	<b>6,3%</b>
Taux de créances douteuses	6,0%	5,3%	4,7%	4,4%	4,5%	4,2%	4,0%	3,9%	-0,3 pt	-0,5 pt
<i>dont taux de créances douteuses des ECIL</i>	5,7%	5,0%	4,4%	4,0%	4,1%	3,8%	3,7%	3,5%	-0,4 pt	-0,5 pt
Taux de provisionnement	56,6%	56,4%	53,4%	49,1%	47,3%	47,0%	47,3%	45,7%	-1,3 pt	-3,3 pt
<i>dont taux de provisionnement des ECIL</i>	62,6%	62,7%	61,0%	56,4%	54,0%	54,1%	53,9%	53,6%	-0,5 pt	-2,8 pt

ECIL / ECNIL : établissements de crédit installés localement / non installés localement (cf. méthodologie)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>2 731,5</b>	<b>2 899,4</b>	<b>3 017,3</b>	<b>3 137,5</b>	<b>3 087,3</b>	<b>3 027,3</b>	<b>3 197,8</b>	<b>3 708,4</b>	<b>22,5%</b>	<b>18,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 586,1</b>	<b>1 758,0</b>	<b>2 046,3</b>	<b>2 359,1</b>	<b>2 361,2</b>	<b>2 294,7</b>	<b>2 537,6</b>	<b>3 041,8</b>	<b>32,6%</b>	<b>28,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 047,2</b>	<b>1 052,3</b>	<b>874,4</b>	<b>688,7</b>	<b>638,4</b>	<b>644,6</b>	<b>570,1</b>	<b>567,4</b>	<b>-12,0%</b>	<b>-17,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	72,4	96,4	91,7	54,1	77,8	72,7	45,5	60,4	-16,9%	11,7%
Placements indexés sur les taux de marché	974,7	955,9	782,7	634,6	560,5	571,9	524,6	507,0	-11,4%	-20,1%
<i>dont comptes à terme</i>	519,5	652,2	587,8	452,9	436,0	417,5	396,3	370,9	-11,1%	-18,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	95,0	95,4	91,6	124,3	78,0	61,7	50,8	58,0	-6,0%	-53,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	359,9	208,2	103,2	57,0	46,1	92,3	77,1	77,6	-16,0%	36,0%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>98,2</b>	<b>89,1</b>	<b>96,6</b>	<b>89,6</b>	<b>87,7</b>	<b>88,0</b>	<b>90,1</b>	<b>99,2</b>	<b>12,7%</b>	<b>10,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	15,6	14,7	23,5	18,9	19,7	19,6	20,1	28,8	47,1%	52,9%
<b>Ménages</b>	<b>8 513,1</b>	<b>8 694,5</b>	<b>9 012,7</b>	<b>9 255,0</b>	<b>9 374,5</b>	<b>9 566,7</b>	<b>9 485,8</b>	<b>9 815,4</b>	<b>2,6%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 034,3</b>	<b>2 122,7</b>	<b>2 290,1</b>	<b>2 475,3</b>	<b>2 493,3</b>	<b>2 608,2</b>	<b>2 667,3</b>	<b>2 785,7</b>	<b>6,8%</b>	<b>12,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 895,9</b>	<b>2 878,2</b>	<b>2 890,2</b>	<b>2 904,4</b>	<b>2 919,5</b>	<b>2 961,8</b>	<b>2 801,8</b>	<b>2 991,7</b>	<b>1,0%</b>	<b>3,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 708,3	2 752,8	2 791,7	2 825,3	2 846,4	2 893,0	2 741,6	2 933,9	1,4%	3,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	872,2	895,3	953,2	992,2	1 009,7	1 033,0	879,0	1 045,9	1,2%	5,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	1 118,5	1 138,9	1 124,7	1 127,7	1 131,0	1 149,0	1 153,4	1 173,5	2,1%	4,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,0	38,0	37,9	36,5	35,6	35,4	34,6	34,5	-2,5%	-5,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	91,5	86,0	83,9	82,1	81,0	80,3	80,3	81,0	0,9%	-1,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	380,6	397,6	404,0	407,6	411,5	418,0	419,0	424,7	1,6%	4,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	206,6	197,0	188,1	179,2	177,7	177,3	175,3	174,3	-1,7%	-2,7%
Placements indexés sur les taux de marché	187,5	125,4	98,5	79,2	73,1	68,8	60,1	57,7	-16,0%	-27,1%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	159,8	99,2	79,3	63,8	57,7	53,7	46,2	44,1	-17,9%	-30,8%
<i>dont bons de caisse</i>	8,3	9,2	5,0	2,4	2,3	2,3	2,0	1,8	-20,3%	-22,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	19,5	17,0	14,1	13,0	13,1	12,7	12,0	11,8	-7,3%	-9,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>3 583,0</b>	<b>3 693,6</b>	<b>3 832,4</b>	<b>3 875,3</b>	<b>3 961,7</b>	<b>3 996,7</b>	<b>4 016,7</b>	<b>4 038,1</b>	<b>1,0%</b>	<b>4,2%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	783,6	837,0	904,4	936,1	930,7	927,6	921,9	932,6	0,5%	-0,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	51,2	48,5	45,8	39,6	38,3	37,4	36,4	35,9	-4,3%	-9,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	9,5	9,9	10,9	11,7	11,9	13,2	14,9	14,8	12,3%	25,9%
<i>dont portefeuille-titres</i>	332,8	312,3	281,7	272,5	271,4	275,2	269,8	266,0	-3,3%	-2,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	101,5	90,4	83,7	76,8	76,9	76,0	75,6	71,3	-6,1%	-7,1%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 304,3	2 395,5	2 506,0	2 538,5	2 632,6	2 667,3	2 698,2	2 717,5	1,9%	7,0%
<b>Autres agents</b>	<b>792,3</b>	<b>862,5</b>	<b>915,9</b>	<b>1 112,6</b>	<b>1 122,2</b>	<b>1 122,4</b>	<b>975,7</b>	<b>969,8</b>	<b>-13,6%</b>	<b>-12,8%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>369,1</b>	<b>364,4</b>	<b>403,7</b>	<b>623,5</b>	<b>615,0</b>	<b>605,3</b>	<b>466,7</b>	<b>485,6</b>	<b>-19,8%</b>	<b>-22,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>279,8</b>	<b>322,5</b>	<b>319,1</b>	<b>261,9</b>	<b>281,2</b>	<b>290,6</b>	<b>287,3</b>	<b>262,2</b>	<b>-9,8%</b>	<b>0,1%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	156,2	138,5	170,5	160,9	185,8	197,0	198,2	181,4	-7,9%	12,7%
Placements indexés sur les taux de marché	123,7	184,0	148,6	100,9	95,4	93,7	89,1	80,8	-13,7%	-19,9%
<i>dont comptes à terme</i>	77,2	138,8	113,3	67,8	64,9	62,3	59,4	56,7	-9,0%	-16,3%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>143,4</b>	<b>175,6</b>	<b>193,0</b>	<b>227,2</b>	<b>226,0</b>	<b>226,5</b>	<b>221,6</b>	<b>222,0</b>	<b>-2,0%</b>	<b>-2,3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>12 036,9</b>	<b>12 456,3</b>	<b>12 946,0</b>	<b>13 505,1</b>	<b>13 584,0</b>	<b>13 716,4</b>	<b>13 659,3</b>	<b>14 493,7</b>	<b>5,7%</b>	<b>7,3%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>3 989,5</b>	<b>4 245,1</b>	<b>4 740,2</b>	<b>5 457,9</b>	<b>5 469,5</b>	<b>5 508,1</b>	<b>5 671,6</b>	<b>6 313,1</b>	<b>14,6%</b>	<b>15,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>4 222,9</b>	<b>4 253,0</b>	<b>4 083,7</b>	<b>3 855,0</b>	<b>3 839,1</b>	<b>3 897,0</b>	<b>3 659,2</b>	<b>3 821,3</b>	<b>-1,9%</b>	<b>-0,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	2 937,0	2 987,7	3 053,9	3 040,3	3 110,0	3 162,7	2 985,4	3 175,8	0,4%	4,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	1 028,8	1 039,6	1 154,8	1 143,6	1 196,0	1 231,0	1 077,5	1 223,9	-0,6%	7,0%
<i>dont livrets A et bleus</i>	1 189,5	1 228,6	1 184,4	1 190,6	1 207,5	1 219,8	1 197,8	1 236,6	1,4%	3,9%
<i>dont livrets jeunes</i>	39,0	38,0	37,9	36,5	35,6	35,4	34,6	34,5	-2,5%	-5,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	91,5	86,0	84,0	82,2	81,1	80,3	80,3	81,0	0,8%	-1,4%
<i>dont livrets de développement durable</i>	381,0	398,0	404,3	407,9	411,7	418,3	419,3	425,0	1,6%	4,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	207,1	197,5	188,5	179,6	178,1	177,8	175,8	174,8	-1,7%	-2,7%
Placements indexés sur les taux de marché	1 285,9	1 265,3	1 029,8	814,7	729,1	734,3	673,9	645,5	-12,1%	-20,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	756,5	890,1	780,4	584,5	558,7	533,5	501,9	471,8	-11,6%	-19,3%
<i>dont bons de caisse</i>	9,2	9,7	5,2	2,7	2,7	2,7	2,4	2,2	-17,3%	-19,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	359,9	208,2	103,2	57,0	46,1	92,3	77,1	77,6	-16,0%	36,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	160,4	157,3	140,9	170,5	121,6	105,8	92,5	93,9	-11,2%	-44,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>3 824,5</b>	<b>3 958,2</b>	<b>4 122,1</b>	<b>4 192,1</b>	<b>4 275,4</b>	<b>4 311,2</b>	<b>4 328,4</b>	<b>4 359,3</b>	<b>1,1%</b>	<b>4,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	785,7	839,3	906,7	938,0	932,7	929,9	924,0	934,7	0,5%	-0,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	51,6	48,9	46,2	39,9	38,5	37,7	36,7	36,1	-4,2%	-9,5%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	9,5	9,9	10,9	11,7	11,9	13,2	14,9	14,8	12,3%	25,9%
<i>dont actions</i>	140,9	143,4	139,7	143,6	146,8	157,1	156,9	156,2	-0,6%	8,8%
<i>dont obligations</i>	407,9	394,1	373,1	387,2	383,5	377,1	368,8	366,5	-2,8%	-5,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	122,8	122,3	131,2	126,4	122,6	122,1	122,1	126,7	3,8%	0,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	2 306,1	2 400,4	2 514,2	2 545,3	2 639,4	2 674,1	2 705,0	2 724,3	1,9%	7,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : T. BELTRAND – Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : avril 2018